FRESE, Matthias, *Betriebspolitik im « Dritten Reich ». Deutsche Arbeitsfront, Unternehmer und Staatsbürokratie in der westdeutschen Großindustrie 1933-1939*

Hervé Joly

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1956>

DOI : 10.4000/ifha.1956

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Hervé Joly, « FRESE, Matthias, *Betriebspolitik im « Dritten Reich ». Deutsche Arbeitsfront, Unternehmer und Staatsbürokratie in der westdeutschen Großindustrie 1933-1939* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 1995, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1956> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1956>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

FRESE, Matthias, *Betriebspolitik im « Dritten Reich ». Deutsche Arbeitsfront, Unternehmer und Staatsbürokratie in der westdeutschen Großindustrie 1933-1939*

Hervé Joly

- 1 Cet ouvrage très dense, issu d'une thèse soutenue en 1989 à l'Université de Heidelberg, se situe dans la perspective développée par F. Neumann de l'analyse du régime nazi comme une Polykratie. Il s'intéresse aux relations, aux rivalités et aux conflits entre le Deutsche Arbeitsfront (DAF) et le Parti, l'industrie et la bureaucratie d'Etat dans la gestion sociale des entreprises. Le cadre principal est l'industrie sidérurgique de la Ruhr.
- 2 L'auteur montre bien comment le nouveau régime a écarté en 1933 les ambitions du syndicat nazi NSBO de monopoliser la représentation des salariés pour ne pas heurter les industriels. Non seulement les autres syndicats et les comités d'entreprise sont éliminés, mais le nouveau DAF voit ses activités limitées aux aspects non matériels de la politique sociale. La question salariale relève de la seule direction des entreprises sous le contrôle d'administrateurs (Treuhänder) du travail, nommés par l'Etat, dont le recrutement s'effectue plutôt au sein des élites traditionnelles (la majorité sont d'anciens gérants de fédérations patronales, des hauts fonctionnaires ou des militaires). La loi sur «le règlement du travail national» du 20 janvier 1934 met en place de nouveaux organes dans les entreprises dont le développement jusqu'en 1939 est longuement étudié. L'étude porte surtout sur les débats auxquels donne lieu l'application de la loi. L'impact de ces dispositions dans la réalité des relations de travail n'apparaît pas toujours nettement. Cette limite s'explique largement par la nature des sources utilisées: l'auteur s'appuie surtout sur des prises de position de fonctionnaires, de responsables du DAF ou de patrons.

- 3 M.F. fait ensuite un inventaire précis de l'action du DAF dans ses domaines de compétence: la formation professionnelle, les conditions de travail et l'organisation des loisirs. Il montre que cette politique sociale s'inscrit largement dans la continuité de celle menée dans les entreprises sous Weimar. Les initiatives du DAF ne sont guère nouvelles, à l'exception des compétitions de productivité organisées entre les usines et d'une offre de tourisme qui bénéficie d'ailleurs plus aux employés qu'aux ouvriers. Le DAF est resté une organisation faible, qui, faute de pouvoir apparaître comme une représentation légitime des intérêts des salariés, est surtout au service du régime et des industriels. L'ouvrage est riche d'informations mais on peut regretter que les éditeurs universitaires allemands n'imposent pas des publications de thèses plus condensées dans lesquelles la démonstration et les principaux résultats émergeraient mieux.
- 4 Hervé JOLY